La Belgique évoque à son tour des sanctions contre Kigali

@rib News, 26/08/2012 â€“ Source BelgaReynders appelle Kigali Ã Ã©viter une escalade qui mÃ¨nerait Ã des sanctionsLe ministre belge des Affaires Ã©trangÃ¨res, Didier Reynders, a appelÃ© dimanche tous les pays voisins de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) et en particulier le Rwanda, Ã s'abstenir de tout soutien Ã la rÃ©bellion congolaise du Mouvement du 23 mars (M23), sous peine d'une Â«Â escaladeÂ Â» dangereuse pour Kigali. Ce qui pourrait se traduire par des sanctions internationales, a-t-il laissÃ© entendre.
Le chef de la diplomatie belge, qui termine par le Rwanda une tournÃ©e d'une semaine en Afrique centrale qui l'a auparavant conduit en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) voisine, s'exprimait Ã l'issue d'un entretien de deux heures avec le prÃ©sident rwandais Paul Kagame et sa ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, Louise Mushikiwabo, axÃ© sur les relations bilatÃ©rales mais dominÃ© par la situation dans l'ex-ZaÃ¯re, dont l'Est est en proie Ã la mutinerie du M23 depuis le mois d'avril.Â«Â Il y a beaucoup de choses Ã faire Ã Kinshasa (de la part des autoritÃ©s congolaises pour instaurer un Ã©tat d droit sur son territoire), mais il y a aussi beaucoup de choses Ã faire dans les pays voisinsÂ Â» pour Ã©viter toute ingÃ©rence, a-t-il dit lors d'une confÃ©rence de presse conjointe avec son homologue rwandaise.AprÃ¨s les explications que Mme Mushikiwabo doit fournir la semaine prochaine aux Nations Unies - elle doit notamment s'adresser au Conseil de sÃ©curitÃ© et au groupe d'experts du comitÃ© des sanctions frappant la RDC mis en place pour contrÃ´ler un embargo sur les armes Ã destination des groupes armÃ©s -, Â«Â nous aurons peut-Ãªtre des dÃ©cisions Ã prendreÂ Â», a lancÃ© M. Reynders sur le to la menace, dans une allusion aux mesures de suspension d'aide (parfois symboliques) dÃ©jÃ prises par certains pays occidentaux. Â«Â Si le Rwanda montre qu'il agit positivement, il n'y aura pas lieu de prendre des sanctionsÂ Â», a-t-il par la suite prÃ©cisÃ©.Il a aussi insistÃ© sur l'urgence d'une pacification de l'est de la RDC â€“ Â«Â car le temps joue en faveur des rebellesÂ Â» qui ont Ã©tabli leur propre administration sur la zone du Nord-Kivu qu'ils contrÃ´lent -, avant l'instauration d'un dialogue sur des questions Ã Â«Â moyen et Ã long termeÂ Â», de prÃ©fÃ©rence dans un cadre rÃ©gional.Le Rwanda est soupÃ§onnÃ© par l'ONU, et accusÃ© par la RDC, de soutenir une mutinerie dans la province du Nord-Kivu (est), menÃ©e par un groupe de membres de l'ex-rÃ©bellion du Conseil national pour la DÃ©fense du Peuple (CNDP) qui avaient Ã©tÃ© intÃ©grÃ en 2009 dans l'armÃ©e congolaise. Kigali dÃ©ment toute implication et Mme Mushikiwabo l'a rÃ©affirmÃ© dimanche, tout en s'Ã©tonnant que le Rwanda n'ait pas eu la possibilitÃ© de se dÃ©fendre face Ã des accusations qu'elle a qualifiÃ©es dâ€™Â«Â infondÃ©esÂ Â», ce qu'elle compte faire Ã New York.Elle a prÃ©cisÃ© devant la presse qu'elle s'y rendait Ã la dem Rwanda pour Â«Â fournir des explicationsÂ Â» aux accusations portÃ©es contre Kigali.Une annexe Ã un rapport d'un groupe d'experts onusiens, publiÃ©e le 27 juin dernier, accuse nommÃ©ment cinq officiers de l'armÃ©e rwandaise - dont le ministre rwandais de la DÃ©fense, James Kabarhebe, le chef d'Ã©tat-major, le gÃ©nÃ©ral Charles Kayonga et l'ancien chef de renseignements militaires, Jacques Nziza - d'Ãªtre les principaux responsables de cet appui aux rebelles de l'est congolais.Les pays de la rÃ©gion ont trouvÃ© un accord de principe au dÃ©ploiement d'une Â«Â force internationale neutreÂ Â chargÃ©e d'Â«Â Ã©radiquerÂ Â» les groupes armÃ©s opÃ©rant dans l'est de la RDC. Leurs chefs d'Ã‰tat doivent se revoir les septembre Ã Kampala pour progresser dans sa mise sur pied, un sommet oÃ¹ la Belgique sera reprÃ©sentÃ©e, selon M. Reynders.Tirant par la suite les conclusions de sa tournÃ©e, il a affirmÃ© avoir perÃ§u une Â«Â ouvertureÂ Â» de la part tant d M. Kagame que de la part du prÃ©sident congolais Joseph Kabila, qu'il avait rencontrÃ© mercredi dans son fief de Lubumbashi (sud-est). Tous deux sont prÃªts Ã accepter un Â«Â rÃ´le actif de la BelgiqueÂ Â», a-t-il soulignÃ© devant quelque journalistes, insistant sur la nÃ©cessitÃ© de "recrÃ©er la confiance" entre Kinshasa et Kigali.Le Rwanda Ã New York pour dÃ©fendre sa positionLe ministre rwandaise des Affaires Ã©trangÃ¨res, Louise Mushikiwabo, a annoncÃ© dimanche qu'elle se rendrait la semaine prochaine Ã New York pour dÃ©fendre la position de Kigali Ã un rapport d'experts des Nations Unies qui accuse le Rwanda de soutenir une mutinerie de soldats tutsis dans l'est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) voisine, en violation d'un embargo sur les armes dÃ©crÃ©tÃ© par l'ONU. Mme Mushikiwabo a prÃ©cisÃ©, lors d'une confÃ©ren de presse avec son homologue belge, Didier Reynders, qu'elle s'y rendait Ã la demande du Rwanda pour "fournir des explications" aux accusations portÃ©es contre Kigali, qu'elle a qualifiÃ©es d'infondÃ©es.Une annexe Ã un rapport d'un groupe d'experts onusiens, publiÃ©e le 27 juin dernier, accuse nommÃ©ment cinq officiers de l'armÃ©e rwandaise - dont le ministre rwandais de la DÃ©fense, James Kabarhebe, le chef d'Ã©tat-major, le gÃ©nÃ©ral Charles Kayonga et l'ancien chef de renseignements militaires, Jacques Nziza - d'Ãªtre les principaux responsables de cet appui aux rebelles de l'est congolais.Le Rwanda a dÃ©jÃ rÃ©pondu par Ã©crit Ã ce rapport, assurant que "la plupart des affirmations spÃ©cifiques mentionnÃ©es dans l'annexe sont aisÃ©es Ã dÃ©monter". "Ce qui demeure, c'est une sÃ©rie d'assertions basÃ©es sur des (informations) douteuses, comme des tÃ©moignages anonymes de soldats des FARDC (Forces armÃ©es de la RDC) sur des mouvements de troupes attribuÃ©s Ã l'armÃ©e rwandaise, qui se fondent sur le souvenir d'avoir vu des traces de bottes particuliÃ¨res", ajoute la rÃ©ponse de Kigali dans un document encore secret.